

Les millions promis par Bruxelles

• **L'éducation, la santé, l'agriculture et le statut avancé, des chantiers prioritaires**

• **Rabat premier destinataire du fonds européen des pays du «voisinage»**

LES relations entre le Maroc et l'UE sont au beau fixe, et tout porte à croire qu'elles le resteront. Voici en substance le message de Rupert Joy, ambassadeur de l'Union, lors de son «bilan 2013 et les perspectives 2014 du partenariat entre l'UE et le Maroc» présenté lundi soir à Casablanca. Parfaitement dans son rôle de diplomate, celui-ci a éludé habilement les questions qui fâchent.

Sur les chiffres par contre, Rupert Joy s'est prononcé en toute transparence. Ainsi, avec 580,5 millions d'euros entre 2011 et 2013, le Maroc est «le premier bénéficiaire de la coopération financière de l'UE dans la région du voisinage» au titre de l'instrument de la politique européenne de voisine (PEV), «à l'exception de la Palestine». Des fonds supplémentaires, de 80 millions d'euros entre 2011 et 2012 et de 48 millions en 2013, ont été

gramme «Réussir son statut avancé», 60 millions d'euros à l'appui à l'agriculture et 50 millions d'euros à la troisième

«négociations», et aucune mésentente foncière n'est à noter à ce stade. Les accords sur la mobilité finiront par aboutir,

que les négociations portant sur la réadmission des migrants sont systématiquement citées en même temps que celles pour la facilitation de la procédure de visa pour les Marocains. Plus qu'un tic de langage, il semble bien que ce soit là un message diplomatique lourd de sens.

Eneko Landaburu, ex-ambassadeur de l'UE au Maroc, avait souligné à plus d'une reprise l'importance cruciale que revêt l'implication européenne dans des programmes à caractère social, surtout depuis l'éclosion du printemps arabe en 2011. Rupert Joy a pour sa part insisté sur l'importance donnée à l'inclusion de la société civile dans sa structuration, ainsi que sur l'importance que revêt pour Bruxelles le respect des droits de l'homme au Maroc. □

Rime AIT EL HAJ

Coopération financière en cours au 1er février 2014		
Nature projets/programme	Montant (en milliards d'euros)	Nombre
Programmes d'appui budgétaire	933,80	17
Projets	103,05	9
Subventions à la Société civile	14,46	51
Facilité d'Investissement Voisinage	94,8	7
Total	1.146,11	84

Source: Union européenne
Plus d'un milliard d'euros issu de la coopération financière entre le Maroc et l'Union européenne circule dans les veines du circuit marocain à l'instant. Une preuve s'il en fallait encore une de l'importance économique cruciale de ce partenaire... et donc de la dépendance de Rabat vis-à-vis de Bruxelles

phase du programme de couverture médicale de base.

Jusque-là, l'appui à ces programmes a porté ses fruits. La réforme de la santé a permis de réduire de 50% la mortalité maternelle et de 30% la mortalité infantile entre 2004 et 2010. La couverture médicale, elle, s'est élargie de 16% en 2005 à 44% en 2012. Le taux d'analphabétisme est passé de 43% en 2004 à 28% en 2012.

Les six programmes signés au titre de l'année 2013 sont encore sur les rails. Ils

mais «nous n'avons pas encore trouvé la bonne formule». Sur ce dernier point, il est tout de même intéressant de souligner

Justice et dumping, les sujets qui fâchent

MALGRÉ l'«entente cordiale» entre le Maroc et l'Union européenne, Rupert Joy, ambassadeur de l'UE, a relevé deux bémols: la réforme de la justice et le procès anti-dumping.

Ayant «tout de suite» remarqué le «caractère ambitieux» des réformes démocratiques initiées en 2011, le diplomate européen s'attendait à ce qu'elles prennent du retard. Mais il insiste sur la réforme de la justice, qui devrait pour lui être au sommet des priorités de l'Etat, suivie de l'éducation. Pour l'instant, cette réforme fait encore du surplace.

Sur la même lancée des «semi-reproches», l'Union européenne a fait savoir qu'elle «craint que le Maroc ne renvoie aux investisseurs étrangers l'image d'un pays protectionniste», dans une allusion au procès sur l'importation de tôles d'acier laminé à chaud originaires de l'Union européenne et de la Turquie. L'enquête a été lancée le 21 janvier 2013 après une requête déposée par Maghreb Steel, qui accusait ses concurrents de dumping sur les prix. Un droit antidumping provisoire a d'ailleurs été mis en place depuis novembre 2013. □

débloqués dans le cadre du programme dit Spring, destiné à «appuyer les réformes diplomatiques».

Par ailleurs, en plus des soutiens acquis en 2013, l'UE assurera le soutien de quatre programmes, à commencer par celui dédié à la stratégie d'éducation, qui recevra pour sa deuxième tranche une enveloppe de 89,9 millions d'euros. 87 millions d'euros seront octroyés au pro-

couvrent autant le champ de la gouvernance publique, de l'appui à la politique forestière, la deuxième phase de l'INDH, le Conseil agricole, la politique d'emploi que la lutte contre l'analphabétisme.

C'est sur les perspectives diplomatiques que l'ambassadeur a été avare en informations. L'Aleca (Accord de libre-échange complet et approfondi) n'en est «qu'à son troisième round de